



Compte rendu de la conférence Après la COP 28, quel avenir pour les hydrocarbures ? IDEES – 11 mars 2024

16h40 The energy mix to 2050 in IEA scenarios

Keisuke Sadamori, Director for Energy Markets and Security, Agence Internationale de l'Énergie

Keisuke Sadamori rappelle dans un premier temps les trois scénarios de l'AIE : STEPS (Stated Policies), APS (intégrant les engagements des pays à la COP 21) et NZE (Net Zero Emissions) Dans le scénario STEPS, les consommations de pétrole et de gaz diminuent peu jusqu'en 2050. En revanche, fortes diminutions dans les scénarios APS et bien entendu NZE Toutes les prévisions énergétiques tablent sur une très forte progression de l'électricité et des renouvelables. Parmi les renouvelables, forte augmentation du solaire alors que l'éolien offshore pourrait stagner

17h20 Le futur du gaz

Anne Sophie Corbeau – Columbia University

Anne Sophie Corbeau commence son intervention par une revue des principaux marchés : forte croissance en Asie, en Amérique du Nord, au Moyen Orient et en Afrique. Diminution de la demande en Europe et faible croissance dans les autres régions

Le marché du GNL est en plein développement grâce en particulier aux augmentations de capacité aux Etats Unis et au Qatar.

Le marché est très sensible à des facteurs tels que les prix, les conditions contractuelles et les implications géopolitiques. La Chine et de l'Inde jouent un rôle très important Elles ont de grandes ressources locales de charbon mais ont également besoin de gaz pour réduire la pollution et nécessitent des infrastructures pour accueillir les importations de gaz naturel liquéfié. Il sera également nécessaire de décarboner le gaz pour atteindre les objectifs climatiques et d'accroître les capacités de stockage pour atteindre des scénarios zéro émission nette d'ici 2050. Les projets de CCS croissent trop lentement. La question des émissions de méthane dans le gaz américain et l'impact potentiel sur le réchauffement climatique ont été abordés. Les réserves de gaz de schiste aux Etats Unis sont très abondantes et peuvent être exploitées pendant très longtemps.

Enfin il faut souligner la décision du président Biden de suspendre l'exportation de GNL vers les pays qui ne sont pas membres des accords de libre-échange et la prise en compte par le Département de l'Énergie des facteurs économiques et environnementaux lorsqu'il décide des permis pour de nouveaux terminaux.

La réunion a discuté du marché mondial de l'hydrogène, son impact potentiel sur la stratégie allemande et les défis qu'il présente. Le coût croissant de l'hydrogène renouvelable et son impact sur les industries, en particulier les producteurs d'engrais a été souligné.

La question sur l'inclusion du biogaz a été abordée. Son potentiel en France et dans l'Union Européenne dans son ensemble est important.

17h00 Après la COP28, quelles stratégies pour les acteurs pétroliers ?

Francis Perrin, Directeur de Recherche à l'IRIS et Chercheur associé au Policy Center of the New South

Francis Perrin a discuté de l'impact du sommet COP28 sur les acteurs pétroliers, notant que le vrai tournant était la COP21 en 2015, quand l'Accord de Paris a été établi. Il a souligné l'importance de continuer à investir dans les nouveaux projets d'hydrocarbures et mis en évidence les implications géopolitiques potentielles de cette transition. Il a aussi parlé de l'avenir de l'énergie, en insistant sur le rôle actuel des combustibles fossiles et le potentiel des sources renouvelables.

Les défis énergétiques auxquels sont confrontées les grandes entreprises et la nécessité d'augmenter la production d'énergie tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre sont considérables. Le rôle du gaz naturel en tant qu'alternative plus propre au pétrole et au charbon est souligné. Transformer les entreprises du secteur des hydrocarbures en sociétés d'énergie, adoptant des sources d'énergie renouvelables est souhaitable. Il faut noter l'évolution des stratégies énergétiques des grandes compagnies pétrolières européennes et américaines, avec un accent sur les énergies renouvelables chez les grandes compagnies européennes et la biomasse chez les grandes compagnies américaines. A noter également le consensus sur l'importance de la capture et du stockage du carbone et l'importance de la tarification du carbone.

ExxonMobil soutient une taxe sur le carbone et développe des plans pour se diversifier dans l'industrie du lithium, visant à produire un million de véhicules électriques par an d'ici 2030. On peut souligner la nécessité de considérer la diversification stratégique d'ExxonMobil vers les ressources minérales liées à la transition énergétique. Un prix suffisamment élevé du carbone est nécessaire pour inciter les acteurs privés à réduire leurs émissions. Il existe différents mécanismes économiques pour mettre un prix suffisamment élevé sur le carbone, mais une taxe bien conçue est souvent considérée comme l'outil le plus efficace.

Il faut séparer taxe carbone et impôts prélevés sur la production pétrolière et gazière. La Norvège a été la première à mettre en place une taxe carbone sur les émissions directes.

Les réticences de l'OPEP par rapport à une sortie des fossiles malgré l'accord de la COP 28 sur le « transitioning from fossil fuels » est souligné. Les scénarios OPEP tablent sur une demande de pétrole en augmentation, une part importante du gaz, une chute du charbon, un développement important des ENR. Des investissements de 14 000 milliards de dollars seraient nécessaires dans l'industrie pétrolière.

Les grandes sociétés pétrolières européennes s'orientent vers les ENR avec un intérêt très limité pour le nucléaire ou l'hydroélectricité

Enfin le potentiel – sans doute limité – de l'hydrogène a été évoqué⁴